

**Observatoire de l'Economie et des Territoires
Association Loi 1901
Cite administrative
34 Avenue Maunoury
41 000 Blois Cedex**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2018

Aux adhérents,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Observatoire de l'Economie et des Territoires relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables; sur la période du 1er Janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de financier et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du président et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de

- définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
 - il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
 - il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BLOIS, le 20 Mai 2019,
Le Commissaire aux Comptes,

COMPTAFRANCE,
Olivier ALLEAU



Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	339 498,41	305 093,29	34 405,12	29 302,35	5 103
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	134 979,00	100 818,14	34 160,86	27 814,33	6 347
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL (I)	474 477,41	405 911,43	68 565,98	57 116,68	11 449
Stocks en cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances usagers et comptes rattachés					
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel					
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
. Autres	72 845,74		72 845,74	89 359,02	- 16 513
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	301 826,51		301 826,51	208 111,93	93 715
Charges constatées d'avance	8 016,75		8 016,75	13 780,49	- 5 764
TOTAL (II)	382 689,00		382 689,00	311 251,44	71 438
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	857 166,41	405 911,43	451 254,98	311 251,44	887



CONSER & CONFIANCE
S.A. Au capital de 1 378 016 €

SARL FIDUCIAIRE EXPERTISES CONSEILS

200, rue de la Sagesse
37175 CHAMBRAY-LES-TOURSAIS
Tél. : 02 47 69 48 08 . Fax : 02 47 69 48 09
SIRET : 582 078 601 08870 - NAF : 6920 Z

Page 4

Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	Variation
Fonds associatifs et réserves			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise			
. Ecarts de réévaluation			
. Réserves	33 679,50	32 658,85	1 021
. Report à nouveau			
. Résultat de l'exercice	6 816,91	1 020,65	5 796
Autres fonds associatifs			
. Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Apports			
. Legs et donations			
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
. Ecarts de réévaluation			
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	31 484,89	33 043,65	- 1 559
. Provisions réglementées			
. Droits des propriétaires (commodat)			
TOTAL (I)	71 981,30	66 723,15	5 258
Provisions pour risques et charges	164 095,00	144 537,00	19 558
TOTAL (II)	164 095,00	144 537,00	19 558
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement	23 544,00		23 544
. Sur autres ressources			
TOTAL (III)	23 544,00		23 544
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées	48,00	48,00	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés	3 271,43	2 919,58	352
Autres	148 879,61	137 757,09	11 123
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	39 435,64	16 383,30	23 052
TOTAL (IV)	191 634,68	157 107,97	34 527
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	451 254,98	368 368,12	82 887
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation	%
	France	Exportations	Total	Total		
Produits d'exploitation						
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	33 764,88		33 764,88	25 786,45	7 978	30,94
Montants nets produits d'expl.	33 764,88		33 764,88	25 786,45	7 978	30,94
Autres produits d'exploitation						
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			1 004 666,14	975 387,68	29 278	3,00
Cotisations			66 141,00	64 146,00	1 995	3,11
Autres produits				150,00	- 150	-100
Reprise de provisions						
Transfert de charges			7 987,34	21 750,00	- 13 763	-63,28
Sous-total des autres produits d'exploitation			1 078 794,48	1 061 433,68	17 361	1,64
Total des produits d'exploitation (I)			1 112 559,36	1 087 220,13	25 339	2,33
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variations stocks de marchandises						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements						
Autres achats non stockés			8 387,37	27 495,87	- 19 109	-69,50
Services extérieurs			77 753,22	71 754,15	5 999	8,36
Autres services extérieurs			62 070,11	56 983,70	5 086	8,93
Impôts, taxes et versements assimilés			53 769,99	59 860,15	- 6 090	-10,17
Salaires et traitements			549 773,50	555 116,89	- 5 343	-0,96
Charges sociales			285 792,66	276 934,96	8 858	3,20
Autres charges de personnels			9 732,00	10 062,50	- 331	-3,28
Subventions accordées par l'association						
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements			25 964,50	28 732,03	- 2 768	-9,63
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations						
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations						
. Pour risques et charges : dotation aux provisions			19 558,00	31 228,00	- 11 670	-37,37
Autres charges			7 251,28	9 710,81	- 2 460	-25,33
Total des charges d'exploitation (II)			1 100 052,63	1 127 879,06	- 27 826	-2,47
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			12 506,73	-40 658,93	53 166	130,76
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun - Excédent transféré (III)						
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun - Déficit transféré (IV)						
Produits financiers						
De participations						
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif						
Autres intérêts et produits assimilés			1 511,42	1 520,00	- 9	-0,56
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			1 511,42	1 520,00	- 9	-0,56
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						



Comptafrance
CONSEIL & CONFIDANCE

S.A. Au capital de 1 376 016 €

298, rue de la Sègérie

37170 CHAMBRAY-LES-TOURS

Tél. : 02 47 60 48 00 . Fax : 02 47 60 48 00

SIRET 382 076 691 00870 - NAF: 6920 Z

	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation	%
	France	Exportations	Total	Total		
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements						
Total des charges financières (VI)						
RESULTAT FINANCIER			1 511,42	1 520,00	- 9	-0,56
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT			14 018,15	-39 138,93	53 157	135,82
<i>Produits exceptionnels</i>						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital			16 558,76	23 206,58	- 6 648	-28,65
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (VII)			16 558,76	23 206,58	- 6 648	-28,65
<i>Charges exceptionnelles</i>						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VIII)						
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)			216,00	223,00	- 7	-3,14
RESULTAT EXCEPTIONNEL			16 558,76	23 206,58	- 6 648	-28,65
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)			1 130 629,54	1 111 946,71	18 683	1,68
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)			1 100 268,63	1 128 102,06	- 27 833	-2,47
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				17 176,00	- 17 176	-100
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées			23 544,00		23 544	N/S
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT						
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT			6 816,91	1 020,65	5 796	567,90

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation	%
<i>Evaluation des contributions volontaires en nature</i>						
Produits						
. Bénévolat						
. Prestations en nature						
. Dons en nature						
Total						
Charges						
. Secours en nature						
. Mise à disposition gratuite de biens et services						
. Prestations						
. Personnel bénévole						
Total						



Comptafrance
CONSEIL & CONFIDANCE

S.A. Au capital de 1 378 016 €
208, rue de la Sagesse
37170 CHAMBRAY-LES-TOURS

Observatoire de l'Economie et des Territoires

Annexe



S.A. Au capital de 1 378 016 €
288, rue de la Sagerie
37170 CHAMBRAY-LES-TOURS

Tel. : 02 47 60 46 00 . Fax : 02 47 60 46 00
SIRET 382 676 531 00370 - NAF: 6920 Z

Annexe

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018 dont le total est de 451 254,98 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 6 816,91 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 26/04/2019 par le Conseil d'Administration.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2018 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissement :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Logiciels informatiques	de 01 à 05 ans
Agencements, aménagements, installations	05 ans
Matériel de bureau et informatique	de 01 à 03 ans
Mobilier	de 07 à 08 ans

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISIONS

Toute obligation actuelle résultant d'un évènement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les produits et charges exceptionnels tiennent comptes des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



S.A. Au capital de 1 378 018 €
208, rue de la Sagesse

Faits caractéristiques

Par suite du franchissement du seuil de 60 000 euros de recettes provenant d'activités lucratives fin 2006, l'association était devenue imposable à l'impôt sur les sociétés en 2006 et à la TVA en 2007.

En 2011, il s'avère que les recettes d'exploitation provenant d'activités annexes lucratives encaissées et comptabilisées s'élèvent à environ 40 000 euros, et en 2012 à environ 43 000 euros, soit des montants inférieurs au plafond pré-indiqué. De ce fait, l'association ne devient plus imposable à la TVA à compter du 1er janvier 2012, (à l'exception des encaissements concernant des prestations facturées en 2011 mais réglées en 2012), et n'est donc plus assujettie à l'impôt sur les sociétés rétroactivement au 1er janvier 2011.

Nous constatons au titre de l'exercice 2018 que les encaissements (produits accessoires) relevant d'activités annexes lucratives n'ont pas dépassé le seuil des 62 250 euros.

Par ailleurs, la rémunération des comptes livrets supplémentaires est imposée à un taux de 24% soit pour cet exercice un montant d'impôt de 216 euros.

PROJET PILOTE 41 :

Cet exercice a été marqué par la poursuite de l'exploitation de Pilote 41.

Phase n°1 : Acquisition de bases de données géographiques.

Phase n°2 : Conception de la plateforme d'information géographique et de la maquette du Pays Vendômois.

La phase n°1 comprend essentiellement la concession des droits d'utilisation de fichiers I G N livrés en 2005, 2006, et 2007, dont le montant global de la redevance indiqué dans la convention s'élève à 321 467,55 € TTC. Cette concession est prévue pour une durée de 10 ans à compter de la date de fourniture des fichiers soit le 01/10/2005 pour la première base de données (BD TOPO), et le 01/10/2006 pour la base de données BD ORTHO, et 01/10/2007 pour les bases de données (Scan 25 / BD Adresse).

Par une nouvelle convention conclue le 8 septembre 2008, l'I.G.N. a concédé à l'Observatoire des licences BD ORTHO, BD Adresse et Scan 25 actualisées, d'une durée d'utilisation de dix ans, pour un coût de 83 849,67 € HT. Les licences Scan 25 et BD Adresse ont été réceptionnées en 2008. La licence BD ORTHO l'a été en 2009.

La version précédente des licences, toujours active, est conservée dans le fond documentaire de l'Observatoire. Le coût des 2 licences réceptionnées en 2008 (BD Adresse, SCAN 25) = 49 200 € HT a été étalé sur dix ans.

La subvention de 22 748,82 euros reçue du Conseil Général pour le financement de ces 2 licences a également été étalée sur 10 ans.

La même méthode a été utilisée pour la licence BD ORTHO acquise en 2009. Le montant de la subvention reçue du Conseil Général s'élève à 21 739,13 euros, pour un coût de 34 649,67 € HT.

La phase n°2 comprend la conception et la réalisation des logiciels de gestion de bases de données par le prestataire ORCHIS et diverses interventions internes de l'Observatoire pour enrichir ses bases de données. La conception et la réalisation du logiciel avaient été terminées fin 2007.

Le financement de ces opérations est réalisé par des subventions provenant du Conseil Général à hauteur de 150 000 euros et du FEOGA à hauteur de 74 371 euros (opération de constitution d'une banque de données géographiques pour le Pays Vendômois) et 74 868 euros (Projet Pilote).

Le Pays Grande Sologne, le Pays de la Vallée du Cher et du Romorantinais, la Communauté de communes du Pays de Chambord, le Pays Beauce Val de Loire, Agglopolys, le S.D.I.S. participent au financement des acquisitions de licences IGN.

Phase n° 3 : Actualisation des bases de données géographiques IGN.

Le Conseil Général a financé à hauteur de 24 000 euros TTC (22 748,82€ HT) l'acquisition des mises à jour cartographiques des bases de données Scan 25, BD Adresse réalisée en 2008 et à hauteur de 26 000 euros TTC (21 739,13 € HT) des bases de données BD Ortho réalisée en 2009.

Fin décembre 2010, IGN a facturé et livré des mises à jour cartographiques pour 14 137 € (13 258,53 € HT), financé en totalité par le Conseil Général. La méthode de comptabilisation décrite ci-après a été appliquée.

En matière comptable, les redevances des concessions de licences IGN, et les subventions affectées à leur financement (en ce comprises les subventions des Pays, Communauté de Communes et SDIS) ont été comptabilisées, tant en charges qu'en produits de l'exercice, à concurrence de 12/120 de leur montant pour BD TOPO, les nouvelles versions SCAN 25 / BD Adresse et BD Ortho et les mises à jour cartographiques.

Les subventions reçues du Conseil Général et des autres organismes pour le financement de leur acquisition ont été comptabilisées en produits de l'exercice pour 12/120 de leur montant. Les charges et les produits afférents aux exercices à venir étant portés à l'actif ou au passif du bilan en charges et produits comptabilisés d'avance.

Il est à noter que le différentiel restant à la charge de l'Association au titre des concessions de licences IGN, entre le montant des redevances et le montant du financement, viendra minorer les résultats des prochains exercices de 732 euros au 31/12/2018 et se répartit ainsi :

- Moins d'un an : 732 euros

SUBVENTION D'INVESTISSEMENT :

En 2012, l'association a bénéficié d'une subvention d'investissement du Conseil Général d'un montant de 14 839,20 € ainsi qu'une subvention complémentaire de 59 100 euros pour l'acquisition d'un nouveau logiciel « Websig » et d'un nouveau serveur dans le cadre du projet Pilote 41.

Compte tenu de l'activité et du mode de financement de l'association, ces investissements ont été considérés comme non renouvelables par l'association. En conséquence, la subvention inscrite parmi les capitaux propres est rapportée aux résultats de chaque exercice, en proportion des dotations aux amortissements pratiquées.

En 2013, l'association a bénéficié d'une subvention d'investissement du Conseil Général d'un montant de 14 966.49 €. La même procédure en matière d'écriture comptable a été opérée.

En 2014, l'association a bénéficié d'une subvention d'investissement du Conseil Général d'un montant de 15 000 €. La même procédure en matière d'écriture comptable a été opérée. L'association a également reçu sur cet exercice la subvention de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne pour un montant de 10 764 € qui avait été comptabilisée en produit à recevoir sur N-1.

Celle-ci finance à hauteur de 50 % l'acquisition d'une licence (serveur carto) de pré-production pour les tests dans le cadre de la réalisation du projet de la mise en place d'une solution Websig départementale dédiée à la gestion du patrimoine Alimentation en Eau Potable des collectivités du Loir et Cher.

De 2015 à 2017, l'association a bénéficié chaque année d'une subvention d'investissement du Conseil Départemental d'un montant de 15 000 €. La même procédure en matière d'écriture comptable a été opérée.

En 2018, la subvention d'investissement versé par le Conseil Départemental a été la même qu'en 2017 soit 15 000 € et la procédure en matière d'écriture comptable est restée identique.

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT :

L'association a reçu au titre de 2018 une subvention de fonctionnement du Conseil Départemental de Loir-et-Cher pour un montant de 800 000 euros (dont 700 € affectés au titre de la cotisation).

Le Conseil Départemental du Loiret a versé au titre de 2018 une subvention pour un montant de 12 300 € en sus de la cotisation annuelle s'élevant à 700 € afin de faciliter la mise à disposition des informations actualisées sur le Loiret.

SUBVENTIONS D'AUTRES ORGANISMES :

L'Observatoire a également comptabilisé en produits, diverses subventions.

Il s'agit principalement de :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Loir-et-Cher pour financer des dépenses de fonctionnement pour 5 000 euros.
- L'Agence de l'Eau Loire Bretagne à hauteur de 64 020 euros pour financer les projets suivants :
 1. Animation WebSIG eau potable
 2. Mise en œuvre d'un WebSIG départemental pour la cartographie des travaux liés aux milieux aquatiques
 3. Animation WebSIG assainissement
- La Ville de Blois pour une étude sur « la politique de la ville » pour un montant de 8 820 euros et la Caisse des écoles de Blois pour une étude sur « les rythmes scolaires » à hauteur de 1 760 euros.
- La DIRECCTE, UT 41 pour l'actualisation des Tableaux de bord des territoires pour 15 000 euros et pour le renforcement de l'outil de collecte en ligne des données relative aux structures de l'Insertion par l'Activité Economique de Loir-et-Cher à hauteur de 9 172 euros.
- Le SIDELC dans le cadre de conventions de partenariat pour un montant de 10 000 euros.
- Le « SMO » Val de Loire numérique dans le cadre de convention de subventionnement pour la mise en œuvre d'un SIG multi-thématique d'un montant de 29 600 euros.
- Le Conseil Régional du Centre-Val de Loire pour une participation au financement de projet d'intérêt général pour la mise en œuvre d'un suivi des effectifs scolaires des lycées d'un montant de 16 826 euros.

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE :

Le détail des charges constatées d'avance est présenté dans un tableau annexe pour un montant global de 8 017 euros.

Le détail des produits constatés d'avance est présenté dans un tableau annexe pour un montant global de 39 436 euros.



S.A. Au capital de 1 378 016 €
288, rue de la Ségurie
37170 CHAMBRAY-LES-TOURS
Tél : 02 47 80 48 08 Fax : 02 47 80 48 09
SIRET : 388 676 501 00370 - NAF : 6920 Z

ENGAGEMENTS :

L'association n'a pris aucun engagement en matière d'indemnités de départ en retraite, de pensions, retraites et indemnités assimilées hormis ceux résultant de différents articles du Code du Travail depuis le 01 janvier 2013, suite à une décision unilatérale de la direction de l'association. L'entrée en vigueur du statut interne du personnel de l'association est intervenue après information du personnel, et de la dénonciation, en date du 29 octobre 2012, du statut CNER et UCCAR en vigueur jusqu'au 31 décembre 2012 au sein de l'Observatoire. Les salariés cadres et non cadres bénéficient toujours d'un contrat de retraite dit article 83. Les cotisations générées par le contrat article 83 figurent dans les comptes.

Une provision complémentaire a été comptabilisée pour un montant évalué au 31/12/2018 de 19 558 euros. Le montant global est estimé à hauteur de 164 095 euros et figure au passif du bilan au compte "provisions pour pensions et obligations similaires", en appliquant les méthodes et hypothèses suivantes :

- répartition linéaire dans le temps de l'intégralité des engagements déterminés de manière actuarielle pendant toute la durée d'acquisition conditionnelle des droits conférés aux bénéficiaires avec prise en compte des risques que les salariés quittent l'entreprise avant leur départ en retraite (rec. CNC n°03 R 01)
- Départ volontaire du salarié à 65 ans.
- Taux de valorisation des salaires : 2 % l'an
- Tables de mortalité : TD 2013-2015 provisoire différenciées hommes et femmes
- Pourcentage de turn over âge :
 - De 20 à 29 ans 15 %
 - De 30 à 39 ans 10 %
 - De 40 à 49 ans 5 %
 - De 50 à 59 ans 1 %
- Taux d'actualisation : 1.80 % l'an



S.A. Au capital de 1 378 016 €
286, rue de la Sagerie
37170 CHAMBRAY-LES-TOURS
Tél. : 02 47 60 48 08 . Fax : 02 47 60 48 09
SIRET 382 676 621 00370 - NAF: 6920 Z

NOTES SUR LE BILAN**Etat des immobilisations**

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	320 819		18 679
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements	6 490		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	109 754		18 735
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	116 244		18 735
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GENERAL	437 064		37 414

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			339 498	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements			6 490	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			128 489	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			134 979	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL				
TOTAL GENERAL				

Comptafrance
CONSEIL & CONFIDANCE

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	291 517	13 576		305 093
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers	4 089	1 298		5 387
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	84 341	11 090		95 431
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	88 430	12 388		100 818
TOTAL GENERAL	379 947	25 965		405 911

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	13 576				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers	1 298				
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	11 090				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	12 388				
TOTAL GENERAL	25 965				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions	144 537	19 558		164 095
TOTAL Provisions	144 537	19 558		164 095
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations				
TOTAL GENERAL	144 537	19 558		164 095
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		19 558		

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A			
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	72 846	72 846	
Charges constatées d'avance	8 017	6 691	1 326
TOTAL GENERAL	80 862	79 537	1 326
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	48	48		
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 271	3 271		
Personnel et comptes rattachés	36 713	36 713		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	84 738	84 738		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	216	216		
- T.V.A				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	14 831	14 831		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	12 382	12 382		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	39 436	38 110	1 326	
TOTAL GENERAL	191 635	190 309	1 326	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				



Comptafrance
CONSEIL & CONFIANCE

S.A. Au capital de 1 379 010 €
298, rue de la Sagerie
37170 CHAMBRAY-LES-TOURS
Tél. 02 47 60 48 00 . Fax : 02 47 60 43 09
SIRET 382 876 501 00870 - NAF 6920 Z

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	72 293
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	90
TOTAL	72 383

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	48
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	700
Dettes fiscales et sociales	66 858
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	12 382
TOTAL	79 987



S.A. Au capital de 1 378 016 €
 298, rue de la Sagerie
 57170 CHAMBRAY-LES-TOURS
 Tél : 02 47 60 48 05 - Fax : 02 47 60 48 09
 SIRET : 382 078 591 00370 - NAF : 6920 Z

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
Diverses charges	3 402		
Redevances des concessions des licences IGN BD TOPO (221 379) terminé en 09/2015	0		
Redevances des nouvelles concessions des licences IGN BD ORTHO (34 649.67 x 6.8/120)	1 963		
Redevances des nouvelles concessions des licences Scan 25/BD adresse (49 200) terminé en 06/2018			
Redevances pour les mises à jour cartographiques IGN (13 258.53 x 24/120)	2 652		
TOTAL	8 017		

Dont 1 326 € à plus d'un an

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits financières	Produits exceptionnelles
Divers produits	35 552		
Subventions finançant la concession des bases de données IGN, BD TOPO (FEOGA - Conseil Général) Pays et autres	0		
Subvention du C.Général finançant les concessions IGN 2008/2009	1 232		
Subvention du C.Général finançant les mises à jour cartographiques	2 652		
TOTAL	39 436		

Dont 1 326 € à plus d'un an

Variation des fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
Total fonds sans droit reprise				
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
Total fonds avec droit reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	32 659	1 021		33 680
Report à Nouveau				
Résultat de l'exercice	1 021	6 817	1 021	6 817
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Subventions d'investissement	33 043	15 000	16 559	31 485
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Autres fonds associatifs				
Total fonds associatifs	66 723	22 838	17 580	71 981



S.A. Au capital de 1 378 018 €
 288, rue de la Sagerie
 37170 CHAMBRAY-LES-TOURS
 Tél. : 02 47 60 48 08 . Fax : 02 47 60 48 09
 SIRET 382 676 531 00870 - NAF: 6920 Z

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Subventions d'exploitation****Suivi des fonds dédiés**

	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours de l'exercice B	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restants à engager en fin d'exercice A - B + C
Subv.CD41 applications Websig et Site projet Pilote	0	0	18 000	18 000
Subv.Ville de Blois-quartiers prioritaires			5 544	5 544
Total	0	0	23 544	23 544

Autres informations

EFFECTIF MOYEN

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	6	0
Non cadres	8	0
TOTAL	14	0

Information selon l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mars 2006

Aucune information n'est donnée car cela conduirait à donner une information individuelle.

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 3 600 euros.



S.A. Au capital de 1 378 010 €
298, rue de la Sagesse
37170 CHAMBRAY-LES-TOURS
Tél. : 02 47 60 48 06 . Fax : 02 47 60 3 09
SIRET 362 878 551 00370 - NAF: 6920 Z

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus Avals et cautions Engagements en matière de pensions Autres engagements donnés :	164 095
TOTAL	164 095
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties Autres engagements reçus :	
TOTAL	
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	


Comptafrance
 CONSEIL & CONFIANCE
 S.A. Au capital de 1 370 010 €
 200, rue de la Sagerie
 37170 CHAMBRAY-LES-TOURS
 Tél. : 02 47 60 49 00 . Fax : 02 47 60 13 09
 SIRET 382 676 501 00370 - NAF: 6820 Z